



Coalition pour la Nouvelle République (C N R) soutenant le Président élu Jean PING.

Communiqué de presse

Les Représentants des Nations Unies (ONU), de la Communauté des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC), de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), de l'Union Européenne (UE) et des Etats Unis d'Amérique (USA) ont publié une Déclaration conjointe le 24 septembre 2018 au sujet des prochaines élections législatives au Gabon.

Prenant acte de cette déclaration, la Coalition pour la Nouvelle République (CNR) soutenant le président élu **Jean PING** tient à rappeler que le 27 Août 2016, une élection présidentielle s'est tenue au Gabon, et l'Union Européenne (UE) a été officiellement invitée en qualité d'observateur.

Comme le sait la communauté Internationale, cette élection a été remportée par Monsieur **Jean PING**. L'Union Européenne pour sa part, a relevé de « graves anomalies ayant entaché la fiabilité des résultats du scrutin », soulignant par conséquent « l'illégitimité » d'Ali BONGO ONDIMBA.

A cet effet, la Coalition pour la Nouvelle République soutenant le président élu **Jean PING** tient également à rappeler que le Parlement Européen a voté la Résolution N° 2017/2830 (RSP) du 14 Septembre 2017 qui envisage des sanctions ciblées contre le régime d'Ali BONGO, après avoir constaté les violences, les manœuvres d'intimidation, y compris à l'encontre de membres de la mission d'observation de l'Union Européenne.

La Coalition pour la Nouvelle République (CNR) soutenant le Président élu **Jean PING**, prend acte de l'intérêt particulier que nos partenaires portent à la vie politique du Gabon. Toutefois, la Coalition pour la Nouvelle République rappelle que les principes fondamentaux, dont le respect est gage de paix et de cohésion au sein d'une nation, notamment l'organisation d'élections transparentes, inclusives et crédibles sont sans cesse violés.

Or, depuis l'avènement du Parti Unique au Gabon en mars 1968 et la réinstauration du multipartisme en 1990, le rôle essentiel et impérieux assigné aux Institutions gabonaises, surtout celles en charge de l'organisation des élections politiques, est de maintenir au pouvoir, quelqu'en soit le prix, le régime BONGO/ P D G.

La Coalition pour la Nouvelle République (CNR) soutenant le Président élu **Jean PING** observe que le cercle vicieux, élections truquées, violences, partage des postes, caractérise l'essence anti démocratique de ce pouvoir, depuis cinquante (50) ans.

C'est dans cette logique de la fuite en avant que ce régime s'obstine à :

- 1- Ignorer les recommandations pertinentes votées par le Parlement de l'Union Européenne (UE) en vue de l'assainissement de la gouvernance électorale ;
- 2- Faire échouer systématiquement le Dialogue Politique Intensifié, prévu par les Accords de Cotonou ;
- 3- Confisquer les libertés individuelles et collectives des citoyens dans l'exercice de leurs droits fondamentaux ;
- 4- Embastiller les paisibles citoyens dont le seul tort, en période électorale est de revendiquer pacifiquement la vérité des urnes.

Dans un tel contexte, il est illusoire d'attendre de ce régime, la prétendue consolidation de la démocratie, de la réconciliation nationale et de la paix, comme le préconisent les signataires de la déclaration susvisée.

La Coalition pour la Nouvelle République (CNR) soutenant le Président élu **Jean PING** déplore le fait que les partenaires du Gabon s'accommodent, à nos yeux et à ceux du peuple gabonais, d'une telle situation. C'est d'autant plus illusoire que la nouvelle constitution adoptée le 14 décembre 2017 consacre la dérive monarchique et dictatoriale du pouvoir, dont la conséquence est de vider de sa substance le pouvoir législatif.

Compte tenu de ce contexte, les amis et partenaires du Gabon auraient plutôt fait œuvre utile en tirant pleinement les conséquences des conclusions de la mission d'observation des élections d'août 2016, et en mettant en œuvre les résolutions du Parlement Européen.

Faute d'une réelle implication de la communauté internationale, le pouvoir BONGO/ PDG, seul maître des armes, instaure implacablement la paix des cimetières. Ce faisant, nous assistons à la banalisation du Mal.

Aujourd'hui plus qu'hier, le contentieux de l'élection présidentielle de 2016 né du non respect de la loi, du non respect de la vérité des urnes et du choix du citoyen gabonais, des crimes de sang perpétrés, des arrestations et emprisonnements arbitraires, du maintien en détention sans jugement des prisonniers politiques, n'a pas encore trouvé son épilogue.

Pour le peuple gabonais, la priorité, l'unique priorité, c'est de poursuivre son combat pour la reconquête de sa souveraineté, de sa dignité et pour la construction d'une République où les citoyens vivront « **à l'abri de la peur et à l'abri du besoin** ».

Fait à Libreville, le 2 Octobre 2018